

Compte-rendu du débat Conversations : "diversité et vivre ensemble dans les villes de demain"

### **Vivre ensemble: utopie urbaine ?**

**Dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, le British Council et Respect Magazine ont présenté au public le débat Open cities, open minds : Diversité et vivre ensemble dans les villes de demain.**

L'occasion, comme le souligne Agnès Arquez-Roth, directrice du Service du réseau et des partenariats à la Cnhi, «d'échanger au-delà des grandes programmations, pour entendre le questionnement de ceux qui vivent le dialogue interculturel au quotidien dans les villes». Ce à quoi les préoccupations du British Council font écho, la raison d'être de cette agence internationale britannique, chargée des échanges éducatifs et des relations culturelles, étant de «valoriser le dialogue des cultures, préoccupation de plus en plus importante dans le monde d'aujourd'hui», précise Dawn Long, sa directrice adjointe.

Sous l'animation de Samir Ouazène, du collectif littéraire Qui fait la France ?, Jim Segers de City Mine(d) à Londres, et l'architecte et urbaniste Roland Castro sont venus partager leurs travaux et points de vue face aux aspirations du public. Prise en compte de l'identité culturelle des citoyens, voire des communautés dans les politiques de la ville ? Droit de vote pour les immigrés au niveau local pour renforcer le lien social dans les quartiers sensibles ? Quelle utopie pour la ville cosmopolite de demain ? Ethnocentrisme des politiques de la ville ? La France est-elle un bon élève dans ces domaines, au regard des révoltes sociales qu'elle a connu en novembre 2005 ? Autant de questions qui ont alimenté le débat, et auxquelles chacun a tenté de répondre en totale interactivité.

Roland Castro entre le premier dans le vif du sujet. Celui qui fut candidat à la présidentielle au nom de «l'utopie concrète» rappelle que, dès 1981, il annonçait que «la question la plus grave de la société française était liée à l'apartheid urbain, qui se constituait entre le centre et la périphérie, communément appelée «banlieue». Il partage sa satisfaction de voir que les quartiers qu'il a transformés ne comptaient pas parmi ceux qui se sont enflammés lors des révoltes de novembre 2005: «J'ai un peu la preuve que si on transforme vraiment le cadre, si on désenclave, si on désosse l'enfermement et la laideur de la cité, il y a un rapport avec une meilleure civilité et donc une meilleure citoyenneté.» Malgré tout, il estime que «cela ne remplace pas le droit de vote des étrangers aux élections locales». Une promesse «que l'on

n'as pas tenue, et qui nous aurait épargné la moitié des dysfonctionnements que l'on a vus ces dernières années dans la société française». D'où l'intérêt, selon lui, du projet «Grand Paris», un «Paris multipolaire» dans lequel il voit «le droit à l'urbanité pour tous». Entendre par là: «Pas seulement le droit au logement, mais le droit d'habiter vraiment dans un lieu qui soit en réseau avec d'autres, dans lequel il y a un sentiment d'appartenance à une communauté, et non d'entassement et de mise à l'écart du reste de la cité».

Jim Segers nous dit quelques mots sur City Mine(d), qu'il décrit comme un «collectif ou mouvement urbain qui fait la promotion d'une ville positive autour de «l'intervention urbaine. Il s'agit d'intervenir architecturalement et artistiquement dans les espaces publics, en impliquant un maximum de gens d'horizons différents. Une stratégie qui, en dix années de travail, est devenue assez élaborée». Pour autant tout ne s'est pas fait spontanément: «La gestion des villes, surtout pour les élus, est hyper difficile. Ce n'est pas évident pour eux, au premier abord, de travailler avec des gens aux idées alternatives, mais ils finissent par reconnaître notre apport».

La première question ne tarde pas à venir: «Est-il possible de changer une ville, un quartier avec l'aval de ses habitants, au lieu de décider unilatéralement de changer le mode de vie des gens qui vont y vivre ?» Roland Castro: «Je n'aime pas du tout le concept de démocratie participative. En tant qu'architecte, mon boulot n'est pas de dire «Comment vous voulez la ville ?». Il m'est arrivé de proposer mes projets aux gens et de les changer en fonction de leurs remarques, et je suis pour que les élus recueillent un maximum d'informations chez les habitants. Mais, il y a un moment où l'architecte doit prendre la décision, quitte à ce qu'il soit viré.» Avec une pointe d'humour, Jim Segers cite Oscar Wilde: «La démocratie ne fonctionnera jamais totalement, car elle prend trop de soirées». Selon lui, «il faut trouver un intermédiaire, ne pas hésiter à avoir recours à une expertise locale, entre celle de l'architecte et les désirs des habitants. Il faut inviter les gens à chercher en eux l'expertise qu'ils n'utilisent pas traditionnellement». «Je ne suis pas expert, je déteste les experts. Je suis un artiste.», tient à préciser Roland Castro.

«Pour moi, cela reste du bricolage. Aujourd'hui, on est expert de tout et de rien. On devrait s'intéresser à l'identité des lieux, qui appelle celle des gens. L'identité, comme l'être humain, est toujours en construction et c'est vers ça qu'il faut tendre ensemble.», intervient une voix du public. «C'est justement ce qu'on s'efforce de faire en sensibilisant les institutions à l'échelon national. Et on s'aperçoit qu'il y a des retombées au niveau local.», répond Jim Segers. Khadidja Bourcart, ancienne adjointe au maire de Paris sur les questions d'intégration et d'économie solidaire, regrette que «la démocratie participative soit très souvent réduite à la dimension d'une vie de quartier». Un constat qui, selon elle, s'explique par le fait que «pendant tellement longtemps, on n'a pas autorisé les gens à parler, à

prendre en charge leur quartier, que maintenant ça ressort d'une manière importante». Elle fait valoir l'importance de «relier ces barres d'immeubles, ces cités à l'ensemble de la ville ; car leur drame est d'avoir été posées là, souvent dans un champ, pour les relier avant tout à l'usine. D'autant que ces entreprises ont fermé entre-temps. Or, la ville, c'est aussi de l'emploi». Elle poursuit: «Il ne faut cependant pas forcément les démolir, car même s'il est admis de dire qu'elles sont moches, les gens y ont malgré tout leur histoire. Ils doivent pouvoir se ressaisir de leur ville et de leur quartier, qui ne sont pas des endroits figés dans l'espace et dans le temps.» Elle revient aussi sur la question du droit de vote pour les étrangers, en affirmant «qu'à défaut de l'envisager ce jour au niveau national, on ne peut plus avoir dans une ville des habitants avec différents statuts».

«Quand la démocratie participative est dictée d'en haut, il faut se méfier. Mais quand elle vient du peuple, il faut s'y intéresser.», lance un représentant du collectif AC le Feu, s'adressant particulièrement à Roland Castro. «Nous voulons que s'organise le fameux débat, éternellement reporté, sur les quartiers populaires.», poursuit-il en brandissant un cahier de doléances où le logement et le cadre de vie figurent en seconde place sur la liste des préoccupations citoyennes. Avant de conclure: «Il faut réveiller la population française dans toute sa diversité, pour qu'elle s'implique dans la vie de la cité. De plus, il ne suffit pas de désenclaver et rénover le cadre de vie, il faut accompagner ces mesures d'une lutte contre les discriminations pour établir une vraie égalité des chances.» Ce à quoi un autre auditeur ajoute: «On ne peut pas se permettre les mêmes utopies que les urbanistes des années soixante. La misère sociale et affective reste la même, même si les murs sont neufs.»

Devant ces remarques, Roland Castro ne fait pas dans la dentelle: «Je ne suis pas assez con pour penser que le racisme et le sexisme vont disparaître parce que l'urbanité est bonne.» Il demande: «Quel est le rapport d'un bon quartier, d'un bon bâtiment à soi-même ?» Sa réponse: «Il s'agit d'un rapport narcissique, dévalorisé quand on rentre dans un bâtiment poubelle par rapport à un autre embourgeoisé. Ça ne change pas les problèmes, mais ça renvoie à la question de la dignité. Ça renvoie aussi à un sentiment d'appartenance à une communauté libre, qui circule, par opposition à une cité enfermante, qui scotche aux murs.»

C'est alors qu'une autre voix se fait entendre, désireuse de revenir au titre même du débat: «Depuis le départ, on parle beaucoup de l'influence du quartier sur la vie des gens. Je voudrais savoir comment faire pour que les villes de demain ne soient pas une accumulation de quartiers où chacun vit de son côté, sans interculturalité.» Jim Segers réfute la conception selon laquelle les villes ne seraient qu'une succession de quartiers et précise que le parti pris de City Mine(d) est de «trouver un intermédiaire entre les habitants des villes et les gens de passage, afin de trouver des solutions évolutives et non figées à l'avance dans des

plans de développement». Il ajoute qu'il faut aussi «travailler sur les espaces publics, car c'est là que les gens se rencontrent et où les idées sont remises en question». Roland Castro prend le relais: «On a le monde entier chez nous et une république métissée à construire. On a plutôt une bonne ville avec Paris, où toutes les concrétions culturelles se lient grâce à des sédiments venus d'ailleurs et qui fabriquent quelque chose de plus. Il ne s'agit pas de ghettos. Et le Grand Paris devrait permettre de résoudre ça.»

Le public ne se laisse pas facilement convaincre: «On reste dans le constat et l'anecdote. L'amélioration de l'environnement ne suffit pas, il y a d'autres enjeux pour demain.», regrette quelqu'un. «Quand on voit ces projets de tours grandioses qui se construisent dans certaines villes, quel sera l'impact sur les villes de demain?», demande un autre. «La ville d'aujourd'hui ressemble étrangement à celle des années 80. Je viens d'un de ces quartiers, et dès que j'ai pu, j'en suis parti parce que c'est sale. Il y a aussi un travail à faire auprès des habitants, car les détériorations, ce n'est pas le maire qui les fait. La grande hypocrisie est qu'on reproduit, aujourd'hui encore, ce qui a été fait dans les années 70 en matière d'urbanisme. Il y a des endroits qui comptent 60 %, parfois 90 % de logements sociaux, là où certaines communes en comptent zéro ! Tout le monde est d'accord pour la diversité, mais chez les autres...», assène-t-on encore.

Devant ces préoccupations visiblement bien concrètes, Samir Ouazène revient sur la pertinence de parler d'utopie concernant les villes de demain. Ce à quoi Roland Castro répond que rien ne se fera sans «une remise à plat de la notion de vivre ensemble au niveau mondial». Il regrette «le développement actuel des mégalo-pôles vides et sans âme, fruit du libéralisme fou, où le centre commercial est le lieu de lien social par excellence, et où la notion de bonheur urbain est absente». Jim Segers fait part de son «rêve de villes égalitaires, qui soient des lieux de confrontations d'idées, voire de frictions», avant de conclure ce débat, à suivre inévitablement, en citant Jacques Brel: «Quand on vient de la ville, on est des vilains...» Tout un programme...

Arezki Hamouche